

Pour envenimer la situation, les organisations syndicales font la grève contre le patronat, ce qui entraîne d'importantes dépenses. Ce sont les agriculteurs, et non le syndicat ou le patronat, qui assument ces dépenses, par le biais des frais de surestimation, ce qui, d'après moi, est illégal, parce qu'il n'existe au sein de notre société aucun précédent où deux parties peuvent subir des frais directs et les imputer à une tierce partie. Il ne s'agit plus simplement d'un inconvénient, mais bien de frais qui sont imputés en fin de compte à un tiers. Les agriculteurs n'ont aucun pouvoir en matière de négociation collective. Quand leurs prix augmentent, ils ne peuvent fixer de nouveaux prix sur le marché, parce que c'est le marché qui les établit lui-même.

● (0100)

Ainsi, nous constatons que d'un bout à l'autre du pays, un groupe de personnes sont simplement victimes du régime de négociation collective parce qu'un gouvernement se refuse à leur donner la protection dont elles ont besoin. Depuis dix ans, les cultivateurs ont doublé leur production alors que d'autres travailleurs ne l'ont accrue que de 40 p. 100. La majorité des gens se contentent de hausser les épaules en disant: «Et alors?».

Nous sommes réunis ce soir pour débattre une question de la plus haute importance, et pourtant un troisième ministre vient tout juste d'entrer et aucun ministre n'est resté plus longtemps que la durée de son propre discours.

C'est un problème d'une importance capitale pour une industrie et je répète que l'agriculture, les pêches et les forêts reçoivent bien peu de considération.

Quand ces problèmes se posent, on se ferme les yeux, on s'en fiche. Pour prouver encore comment l'agriculture est très peu considérée dans notre pays, dernièrement, Statistique Canada révélait que le coût des aliments avait diminué. On l'a clamé partout mais jamais on n'a mentionné que cette réduction se faisait aux dépens du cultivateur. Ce dernier a fait les frais de cette réduction qui profite aux consommateurs. Je crois que nous devrions reconnaître que les cultivateurs ont accru leur efficacité, qu'ils produisent à meilleur compte, mais que la société ne leur accorde pas la protection qu'ils méritent.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 460 millions de personnes sont sous-alimentées. En somme c'est le chiffre de la population de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du reste de l'Europe. Si la crise alimentaire mondiale est la cause de la famine, la sous-alimentation est un vieux scandale et un scandale avec lequel les nations riches et bien nourries ont appris à s'accommoder, monsieur l'Orateur.

Nous avons assisté tout récemment à ce que nous, Canadiens, avons appelé une crise de l'énergie. Nous nous sommes demandé avec inquiétude à quelle source nous pourrions bien nous approvisionner en mazout pour chauffer nos maisons et en essence pour nos voitures. Au cours de cette crise, c'est à peine si l'on a mentionné que l'engrais azoté est à 100 p. 100 un sous-produit de l'industrie pétrolière. Pourtant, si nous jetons un coup d'oeil sur le monde, nous constatons qu'il se produira 3,5 milliards de tonnes d'engrais azoté de moins qu'il n'en faudrait. On ne cherche même pas à signaler cette pénurie, pour la simple raison qu'elle concerne l'agriculture. Il est grand temps que les Canadiens se rendent compte de l'importance de l'agriculture. L'agriculture sert à produire la nourriture; sans elle, nous ne saurions ni nous alimenter, ni nous

Grève des débardeurs

développer de corps et d'esprit, ni vivre dans une société digne de ce nom.

Le débat de ce soir vise en partie à donner un statut à une industrie qui a trop longtemps été reléguée au dernier rang, tout comme les pêches et les forêts.

A titre de renseignements, j'aimerais signaler que le Canada est le plus grand exportateur de graine de colza du monde qui a été introduit au Canada après des études et des expériences effectuées dans les centres expérimentaux du dominion. Les crédits consacrés à ces expériences ont été extrêmement modestes, et pourtant l'industrie de la graine de colza représente actuellement au Canada un milliard de dollars. La comparaison entre l'importance de l'agriculture au Canada et le montant des sommes consacrées à la recherche agricole devrait nous couvrir de honte.

Nous devrions également reconnaître à sa juste valeur la culture du blé. La plupart des gens ne comprennent pas que, s'il n'y avait pas d'études expérimentales pour créer continuellement de nouvelles variétés de blé, le Manitoba et la plus grande partie du sud de la Saskatchewan ne pourraient cultiver le blé plus de cinq ans, c'est à peu près le temps qu'il faut aux espèces qui provoquent la rouille des épis de blé pour vaincre la résistance des variétés existantes capables de résister à la rouille. J'essaie de montrer une fois de plus que les centres expérimentaux permettent à l'industrie céréalière de poursuivre son activité dans le sud de la Saskatchewan et dans la plus grande partie du Manitoba. Pourtant les crédits consacrés à la recherche sont extrêmement modestes.

Nous nous trouvons une fois de plus dans un débat d'urgence sur l'agriculture parce que nous avons laissé se développer une situation de crise, au lieu de considérer l'agriculture comme une industrie importante, au lieu d'admettre qu'il ne suffit pas de la protéger au Canada, mais qu'il faut y consacrer d'importants crédits de recherche et veiller à soutenir les prix; cette industrie, tout comme une autre, pourrait exporter et prospérer, nous devrions l'aider. Les données que nous possédons sont là pour le souligner. Il suffit d'indiquer que le blé Saunders a rapporté un milliard de dollars à l'industrie du Canada, sans qu'il en coûte grand-chose aux centres expérimentaux.

En 1978 la conférence internationale des agronomes se tiendra au Canada. Le gouvernement fédéral lui apporte un si faible appui que nous avons honte d'en parler à la Chambre. Pourtant cette année à Vancouver la conférence internationale sur l'urbanisme recevra une aide financière considérable. J'en suis heureux, mais je ferai simplement observer que l'industrie agricole, qui nous alimente, qui nous procure la santé du corps et de l'esprit, qui nous protège de la cécité en nous procurant la vitamine A ainsi que des protéines et de l'énergie est celle-là même dont nous refusons simplement de reconnaître l'importance dans notre pays.

Nous sommes ici ce soir parce qu'une crise sévit au Québec, une crise qui vient s'ajouter à une foule d'autres parce que le gouvernement est dès le début parti du mauvais pied. Nous parlons de bétail qui va bientôt mourir de faim, de volailles qui n'auront pas leur grain, d'éleveurs vides et de l'acheminement vers ces éleveurs et d'autres qui sont pleins, mais ce transport ne se fait pas et l'on dit que les cultivateurs du Québec peuvent se procurer du grain. Ce qui est certain, c'est que le transport ne se fera pas par route et que rien ne justifie de telles dépenses. Encore une fois le gouvernement ne s'est pas occupé de notre principale industrie.